



L E S B O I S . G R A N D E U R N A T U R E .

**REGLEMENT
TARIFAIRE CONCERNANT
LES DECHETS
DE LA COMMUNE DE
"LES BOIS"**

Table des matières

Règlement tarifaire

<u>Titre</u>	<u>Page</u>	<u>Article</u>
CHAPITRE PREMIER – Personnes assujetties		
Principes	2	1
Personnes assujetties à la taxe de base	2	2
Exonérations	2	3
CHAPITRE II – Montant des taxes		
Taxe de base	2	4
Adaptation de la taxe de base	3	5
Taxe de base dans les cas particuliers	3	6
Taxes spéciales	3	7
Perception des taxes	4	8
Taxe au sac	4	9
Sac de fourrage	4	10
Conteneurs pour les entreprises	4	11
TVA	4	12
Mise à disposition gratuite de sacs	4	13
CHAPITRE III – Abrogation, entrée en vigueur		
Abrogation des dispositions antérieures	5	14
Entrée en vigueur	5	15

Commune de « Les Bois »

Règlement tarifaire

- Le Conseil général de « Les Bois, vu les articles 13 et 14 du règlement concernant les déchets de la commune municipale de « Les Bois », édicte le tarif suivant :

CHAPITRE I - PERSONNES ASSUJETTIES

Principes

Article premier Les frais de tri, de collecte, de transport et d'élimination des déchets collectés par la Commune sont régis par le principe de la couverture des frais. Ceux-ci sont financés par la perception d'une taxe de base, de la taxe au sac en fonction du volume, de la taxe au poids (pour les conteneurs) et de taxes spéciales (art. 13 et 14 du Règlement communal concernant la gestion des déchets).

Personnes assujetties à la taxe de base

Article 2 Sont assujettis à la taxe de base :

- les personnes physiques au bénéfice d'un permis d'établissement ou de séjour dans la commune
- moyennant un accord avec les communes concernées, les ménages situés sur le territoire d'autres communes dont l'accès à leur propriété se fait par la Commune des Bois
- les personnes propriétaires de résidences secondaires dans la commune
- les sociétés sportives et culturelles propriétaires d'immeuble(s)
- les commerces et entreprises sises dans la commune, avec ou sans personnalité juridique (industries, entreprises artisanales, bureaux, magasins, cabinets médicaux, salons de coiffure, camping, etc.)
- les restaurants (hôtels, bars, autres débits de boissons)
- les établissements médico-sociaux (EMS)
- les exploitations agricoles.

Exonérations

Article 3 Les personnes placées dans un établissement médico-social ou dans une institution sont exonérées de la taxe de base.

CHAPITRE II – MONTANT DES TAXES

Taxe de base

Article 4 ¹ Le Conseil communal décide du montant de la taxe de base dans les limites des barèmes suivants :

- | | | | | | |
|----|---|----|------------|---|------------|
| a) | Ménages | de | Fr. 100.00 | à | Fr. 200.00 |
| b) | Propriétaires de résidences secondaires | de | Fr. 100.00 | à | Fr. 200.00 |
| c) | Sociétés sportives et culturelles propriétaires d'immeuble(s) | de | Fr. 100.00 | à | Fr. 200.00 |

d)	Commerces, bureaux, cabinets médicaux, entreprises artisanales, camping	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
e)	Industries	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
f)	Restaurants, hôtels, débits de boissons,	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
g)	Exploitations agricoles	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
h)	Entreprises de services et autres indépendants	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
i)	Etablissements médico-sociaux (EMS)	de	Fr. 100.00	à	Fr. 200.00
j)	Prestation pour la prise en charge des conteneurs	de	Fr. 200.00	à	Fr. 400.00

² Les taxes mentionnées sous lettre a ci-dessus peuvent être cumulées avec les taxes perçues sous lettres b, c, d, e, f, g, h, i, j.

Adaptation de la
taxe de base

Article 5 ¹ Une majoration de 50% de la taxe de base sera appliquée :

a) Aux entreprises de plus de 20 employés ;

² Une réduction de 50% de la taxe de base sera accordée :

a) Aux ménages dont l'ensemble des membres sont bénéficiaires des prestations de l'assurance AVS.

b) Aux personnes seules assumant la garde de leurs enfants jusqu'à la fin de leur formation, mais au plus jusqu'à 25 ans.

Il appartient au bénéficiaire de la réduction de faire la preuve de son droit à une taxe réduite.

³ Sous réserve des alinéas 1 et 2, une réduction ou une augmentation appropriée peut être appliquée à toutes les catégories d'assujettis, à l'exception des ménages, lorsque les taxes sont manifestement disproportionnées avec la quantité de déchets produits

⁴ Le Conseil communal détermine la réduction et l'augmentation sur la base de critères objectifs.

Taxe de base
dans les cas
particuliers

Article 6 Le Conseil communal fixe, de cas en cas et pour les catégories non prévues à l'article 4 ci-dessus, le montant de la taxe de base dans les limites du barème suivant :

Minimum : Fr. 100.-. Maximum Fr. 1'000.-.

Taxe au sac

Article 7 ¹ Le Conseil communal décide du montant de la taxe au sac dans les limites des barèmes suivants :

a)	Sacs de 17 litres	de	Fr.	-.80	à	Fr.	1.60
b)	Sacs de 35 litres	de	Fr.	1.60	à	Fr.	3.20
c)	Sacs de 60 litres	de	Fr.	3.20	à	Fr.	6.40
d)	Sacs de 110 litres	de	Fr.	6.40	à	Fr.	12.80

Sacs de fourrage	Article 8 Les sacs de fourrage sont pris en charge moyennant le paiement de la taxe correspondant à l'article 7 lettre b.
Conteneurs pour les entreprises	Article 9 Les assujettis qui utilisent des conteneurs paient la taxe en fonction du poids calculé lors du chargement. Le Conseil communal décide du montant de la taxe dans les limites du barème suivant : Prise en charge des conteneurs de Fr. 290.00 à Fr. 500.00 (par tonne)
Taxes spéciales	Article 10 Le Conseil communal peut décider la perception de taxes spéciales pour couvrir les frais d'élimination de certaines catégories de déchets, tels que déchets encombrants, déchets produits lors de manifestations, déchets de chantier, etc., dans la mesure où la Commune se charge de leur élimination.
Perception des taxes	Article 11 ¹ Le Conseil communal établit le registre des ménages, propriétaires, associations, entreprises et indépendants assujettis. ² La facture des taxes est adressée à la personne physique ou morale qui en est la débitrice. ³ Pour les bureaux, commerces, entreprises, exploitations agricoles, restaurants et autres établissements assimilables, la facture est adressée au gérant ou à l'exploitant qui en est également débiteur. ⁴ La taxe de base est perçue une fois par année civile. Elle est due au prorata de la durée du séjour dans la commune et est arrondie au mois entier. Le registre des habitants sert de base pour la facturation. ⁵ La facture vaut décision. Elle indique les voies de droit. ⁶ Le délai de paiement échoit 30 jours après la notification de la facture par la Commune. Dès l'expiration du délai de paiement, on comptera un intérêt moratoire calculé au même taux que l'intérêt moratoire en matière fiscale. ⁷ La Recette communale est chargée de la perception. ⁸ Les taxes spéciales sont perçues de cas en cas par la Recette communale.
TVA	Article 12 ¹ La TVA est ajoutée au montant des taxes.
Mise à disposition gratuite de sacs taxés	Article 13 ¹ Pour chaque enfant domicilié dans la commune de Les Bois, les ménages qui en ont la garde reçoivent, sur demande présentée au Contrôle des habitants, à la naissance de l'enfant et à l'âge d'un an, 20 sacs de 35 litres (ou l'équivalent en volume). ² Chaque personne, domiciliée dans la commune, souffrant d'incontinence reçoit, sur présentation d'un certificat médical ou d'une attestation du Service des soins à domicile, 20 sacs de 35 litres par année.

CHAPITRE III – ABROGATION, ENTREE EN VIGUEUR

Abrogation des
dispositions
antérieures

Article 14 Le présent règlement tarifaire abroge toute autre disposition antérieure.

Entrée en
vigueur

Article 15 Le Conseil communal fixe l'entrée en vigueur du présent règlement tarifaire dès son approbation par le Service des communes.

Ainsi débattu et accepté par le Conseil général des Bois le

AU NOM DU CONSEIL GENERAL DES BOIS

Le Président

Le Secrétaire

CERTIFICAT DE DEPOT

Le secrétaire communal soussigné certifie que le règlement tarifaire concernant la gestion des déchets, a été publié le avec indication des possibilités de faire opposition et qu'il a été déposé publiquement 20 jours après le Conseil général au cours duquel il a été accepté (RSJU 190.11. art. 10).

Il n'a fait l'objet d'aucune opposition dans le délai de 30 jours après son adoption par le Conseil général (RSJU 190.11 art. 58).

Les Bois, le

Le secrétaire communal : C. Gagnebin

Approuvé par le Service des communes le :
(Veuillez laisser blanc svpl)

Le présent règlement entre en vigueur le

Au nom du Conseil municipal

Le président :

Le secrétaire :